



Consultation n°180511

Marché à Procédure Adaptée

En application de :

- Art. 42.2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

OBJET DU MARCHÉ

**TRAVAUX D'INSTALLATION DU RESTAURANT DU PERSONNEL
13EME ETAGE IGH « ADULTES »**

HOPITAL DE LA TIMONE – MARSEILLE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	GENERALITES	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Parties contractantes	4
1.3	Procédure de passation	4
1.4	Allotissement	4
1.5	Marchés portant sur des prestations similaires - Variantes	5
1.6	Sous-traitance	5
1.7	Lieux d'exécution des prestations	5
1.8	Assistance à Maitrise d'Ouvrage	5
1.9	Maitrise d'œuvre – Maitrise de chantier	5
1.10	Contrôle Technique	5
1.11	Coordination SPS	6
ARTICLE 2 -	FORME ET DUREE DU MARCHE	6
2.1	Forme	6
2.2	Date de prise d'effet et durée	6
2.3	Ordres de Services	6
2.4	Pièces constitutives du marché	6
ARTICLE 3 -	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	7
3.1	Normes applicables	7
3.2	Engagement de confidentialité	7
3.3	Evolution de la réglementation	8
3.4	Assurance	8
3.5	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	9
3.6	Mesures d'ordre social – Réglementation du travail – Protection de l'environnement	10
ARTICLE 4 -	MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION	10
4.1	Préparation, coordination et exécution des travaux	10
4.2	Etudes d'exécution des ouvrages	11
4.3	Convocation du Titulaire – Rendez-vous de chantier	11
4.4	Echantillon, notices techniques – PV d'agrément	12
4.5	Organisation, sécurité et hygiène des chantiers	12
4.6	Gestion des déchets de chantier	13
4.7	Gestion du risque Amiante	13
4.8	Documents fournis après exécution	13
ARTICLE 5 -	RECEPTION ET GARANTIES	14
5.1	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	14
5.2	Réception des travaux	14
5.2.1.1	Généralités.	14
5.2.1.2	Dispositions particulières relatives à la réception des ouvrages.	14
5.2.1.3	Réfections.	16
5.3	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage	16
ARTICLE 6 -	CONTENU ET CARACTERE DES PRIX	16
6.1	Forme des prix	16
6.2	Contenu des prix	16
6.3	Décomposition et sous-détails des prix	17

6.4	Variation dans les prix	17
6.5	Mois d'établissement des prix du marché :	17
6.6	Choix de l'index de référence :	17
6.7	Modalités de révision des prix :	17
6.8	Application de la taxe à la valeur ajoutée :	18
ARTICLE 7 -	REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS	18
7.1	Règlement des comptes	18
7.2	Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés	18
7.3	Rémunération de sous-traitants payés directement	18
7.4	Sous-traitant de 2 ^{ème} rang	19
ARTICLE 8 -	AVANCE	20
ARTICLE 9 -	RETENUE DE GARANTIE	20
ARTICLE 10 -	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	20
10.1	Demandes de paiement mensuelles	20
10.2	Acomptes mensuels	21
10.3	Demande de paiement finale	21
10.4	Décompte général. - Solde	22
ARTICLE 11 -	PAIEMENT ET FACTURATION	22
ARTICLE 12 -	PENALITES	22
12.1	Journées intempéries prévisibles	22
12.2	Pénalités pour retard d'exécution	23
12.3	Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	23
12.4	Autres pénalités diverses	23
12.5	Cumul des pénalités	24
ARTICLE 13 -	DELAIS ET DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE	24
13.1	Fixation et prolongation des délais	24
13.1.1	<i>DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX</i>	24
13.1.2	<i>PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION</i>	24
13.2	Défaillance de l'entreprise titulaire	24
ARTICLE 14 -	RESILIATION DU MARCHE	25
ARTICLE 15 -	REGLEMENT DES DIFFERENDS	25
ARTICLE 16 -	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	25
ARTICLE 17 -	REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE DU TITULAIRE	25
ARTICLE 18 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	26
ANNEXES AU C.C.A.P.		27
1-	Risques Généraux dans les établissements hospitaliers (décret du 20 février 1992)	27
2-	Principaux facteurs de risques présents en milieu hospitalier	27

ARTICLE I - GENERALITES

I.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent la réalisation des travaux d'installation d'un restaurant du personnel – 13^{ème} étage IGH « ADULTES » à l'Hôpital de la TIMONE à Marseille.

I.2 Parties contractantes

Le Pouvoir Adjudicateur contractant au sens de l'article 2 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (C.C.A.G./Travaux) applicable est :

Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille
sise 80 rue BROCHIER
I3354 MARSEILLE Cedex 5

ci-après : « A.P.-H.M. » ou « Personne Publique », représentée par son Directeur Général ou son représentant.

Le Titulaire au sens de l'article 2 du C.C.A.G./Travaux du 08/09/2009 est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après : « le Titulaire » ou « le fournisseur ».

I.3 Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon les règles de la procédure adaptée en application de :

- Art. 42.2° de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 27 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

I.4 Allotissement

En application des articles suivants :

- Art. 32 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 12. III du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics, le présent marché est alloti.

Les prestations portent sur 5 lots désignés ci-après qui sont traités par marchés séparés.

Lot 1 : Prescriptions communes à tous les lots
Lot 2 : Démolition – Gros-Œuvre – charpente métallique – Couverture – Etanchéité – Menuiseries extérieures – Menuiseries intérieures – Cloisons - Doublages
Lot 3 : Faux plafond – Revêtement des sols - Peinture
Lot 4 : CVC Plomberie
Lot 5 : Electricité Courant Fort – Courant Faible

Les opérateurs économiques peuvent soumissionner pour un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.5 Marchés portant sur des prestations similaires - Variantes

En application des articles suivants :

- Art. 42.3 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 30.7 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un ou des marchés portant sur des prestations similaires à celles définies dans le présent marché.

Concernant les variantes, les clauses du CCAP, du CCTC et de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire sont intangibles.

1.6 Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions des articles suivants :

- Art. 3.6, et 12 du CCAG-Travaux – Arrêté du 08/09/2009
- Art. 62 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

Les prestations entrant dans le cadre de la présente consultation sont susceptibles de donner lieu à sous-traitance, au moment de la soumission ou éventuellement lors de l'exécution des prestations. La sous-traitance totale de prestations est interdite.

Le candidat retenu, reste responsable devant l'A.P.-H.M de l'ensemble des prestations exécutées au titre du marché, même celles qui sont le fait de sous-traitants.

1.7 Lieux d'exécution des prestations

Les travaux, objet du marché, sont réalisés au sein du site suivant :

**Hôpital de la TIMONE – 13^{ème} Etage IGH « ADULTES »
294, rue Saint-Pierre - 13 005 Marseille**

1.8 Assistance à Maitrise d'Ouvrage

La mission d'assistance technico-économique (ATE) à la Maitrise d'Ouvrage est confiée à la Société R2M.

1.9 Maitrise d'œuvre – Maitrise de chantier

La maîtrise d'œuvre est réalisée par la Direction du Patrimoine, des Travaux des Services Techniques de l'AP-HM qui assurera la direction et la surveillance des travaux, l'organisation, le pilotage et la coordination du chantier, les études de synthèse.

1.10 Contrôle Technique

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont généralement soumis au contrôle technique, désigné ci-après :

BUREAU VERITAS
4, Place Sadi Carnot
13235 MARSEILLE

1.11 Coordination SPS

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera effectuée par la société SEGULA - M. ANTONA. vincent.antona@segula.fr représentera la société SEGULA

1.12 Coordination Système de Sécurité Incendie (SSI)

La coordination en matière de système de sécurité incendie sera effectuée par la société GLI

ARTICLE 2 - FORME ET DUREE DU MARCHÉ

2.1 Forme

En application de l'Art. 5.1 de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics, il s'agit d'un marché public de travaux.

2.2 Date de prise d'effet et durée

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification.

Le démarrage des travaux se fera par ordre de service pour chacune des phases ci-dessous.

La durée d'exécution du marché est de **8.5 mois**. Cette durée globale d'exécution se décompose comme suit :

- Phase préparatoire : 1.5 mois
- Phase travaux : 7 mois

2.3 Ordres de Services

2.3.1. Les ordres de service sont écrits ; ils sont signés par le maître d'œuvre, datés et numérotés. Le titulaire en accuse réception datée.

2.3.2. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au maître d'œuvre, dans un délai de quinze jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2 du CCAG Travaux.

2.3.3. Le titulaire se conforme strictement aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception des seuls cas que prévoient les articles 15.2.2 et 46.2.1 du CCAG Travaux.

2.3.4. Les ordres de service relatifs à des prestations sous-traitées sont adressés au titulaire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

2.3.5. En cas de groupement, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seul qualité pour présenter des réserves.

2.4 Pièces constitutives du marché

Le présent marché est régi par les documents contractuels tels qu'énumérés dans le CCAG-Travaux – Arrêté du 08/09/2009 dans son article 4.1 – ordre de priorité :

- Pièces particulières :
 - 1) L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
 - 2) La décomposition du Prix Global et Forfaitaire DPGF relative à chaque lot ;
 - 3) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP n°180511) et ses éventuelles annexes ;
 - 4) Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP n°180511), dispositions générales et ses éventuelles annexes relatives à chaque lot.

- 5) les pièces graphiques ;
- 6) Le mémoire technique du titulaire
- 7) Le planning prévisionnel d'exécution des travaux
- 8) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- 9) le Plan Général de Coordination (PGC) établi par le CSPS (remis lors de la notification du marché)
- 10) Les rapports suivants : Diagnostic Amiante avant Travaux, Conseils et préconisations pré-câblage informatique APHM, RICT et son annexe,

- Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'Article 5 du présent CCAP :

- 1) les cahiers des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux prestations, objets du marché.
- 2) le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- 3) les cahiers des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS - DTU) énumérés à l'annexe I de la circulaire du ministre chargé de l'Economie et des Finances relative aux cahiers des clauses spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 à cette circulaire ;
- 4) l'ensemble des documents constitutifs du Recueil des Eléments utiles à l'Etablissement et à l'Exécution des projets et marchés de bâtiments en France (R.E.E.F) ;
- 5) les normes françaises du BTP homologuées et celles en vigueur dans d'autres pays applicables en France en vertu des accords internationaux et notamment :
 - a. Les normes de produits qui définissent les caractéristiques de ces produits ainsi que les valeurs « limites » éventuelles de ces caractéristiques en fonction des différents usages et de la qualité des produits ;
 - b. Les normes d'essais qui permettent de déterminer les caractéristiques des produits ;
 - c. Les normes d'exécution ou de mise en œuvre (DTU – Documents Techniques Unifiés).

En outre et d'une manière générale, le titulaire devra veiller à respecter et à faire respecter strictement les dispositions législatives et réglementaires applicables à l'exécution des travaux objet du présent Marché et dont il est réputé avoir une parfaite connaissance, notamment :

- Code du travail ;
- Règlement sanitaire ;
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie ;
- Réglementation thermique ;
- Antitabac ;
- Amiante.

ARTICLE 3 - CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

3.1 Normes applicables

Les prestations doivent être conformes aux normes homologuées ou à d'autres normes applicables en France en vertu d'accords internationaux obligatoires, pour tous les marchés publics, à la date d'exécution.

3.2 Engagement de confidentialité

Les supports informatiques, documents et informations de toute nature (techniques, financières, organisationnelles...) fournis par l'APHM au titulaire restent la propriété de l'APHM.

Ces données sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent Marché.

Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue au contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent Marché ;
- ne pas divulguer, sauf accord exprès de l'APHM, ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent Marché ;
- et en fin de Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à les restituer à l'APHM.

A ce titre, le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'APHM.

L'APHM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal. L'APHM pourra également prononcer la résiliation immédiate du présent Marché, sans indemnité en faveur du titulaire.

L'APHM s'engage à maintenir confidentielles les informations du titulaire, signalées comme telles, qu'elle aurait pu recevoir dans le cadre de l'exécution du présent Marché.

3.3 Evolution de la réglementation

Le taux de la T.V.A. est celui en vigueur au jour de la notification du Marché. Toute modification du taux de T.V.A. se répercutera automatiquement sur le montant T.T.C. des factures émises par le Titulaire.

Le présent Marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour de sa notification.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, la modification des prestations du Titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du Marché que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du Marché.

L'A.P.-H.M., si elle l'estime opportun, pourra négocier de bonne foi un avenant afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

3.4 Assurance

Le Titulaire déclare avoir souscrit un contrat d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et/ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage(s) occasionné(s) par l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à s'assurer contre le risque de tout dommage de quelque nature que ce soit, pouvant intervenir sur les lieux d'exécution des prestations ou en connexion avec lesdites prestations, et imputable directement ou indirectement à l'un de ses employés et/ou à leurs prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'A.P.-H.M. une attestation de ladite assurance, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, et à effectuer le paiement des primes correspondantes, au moins pendant toute la durée d'exécution du présent marché.

Le fait de disposer d'une assurance telle que décrite ci-dessus ne dégage en rien le Titulaire de ses responsabilités notamment en ce qui concerne les dommages qui ne seraient pas couverts par son assurance et/ou les dommages dont les montants excéderaient les capitaux garanties par celle-ci.

Le titulaire est responsable des accidents et incidents survenus du fait de son personnel, des dégâts causés lors de la réalisation de la prestation, objet du Marché.

Le titulaire doit justifier d'une police d'assurance de responsabilité civile souscrite auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable qui comportera au minimum les garanties suivantes :

- ⇒ Couverture des dommages avant achèvement des prestations et par sinistre :
 - Dommages corporels : 3 000 000 euros
 - Dommages matériels et immatériels : 2 500 000 euros
- ⇒ Responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code Civil.

En cas de travaux sur des bâtiments existants, ces garanties doivent impérativement comporter une clause d'extension, dans les conditions similaires à celles prévues par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 modifié, aux dommages consécutifs aux travaux neufs, subis par les parties anciennes de la construction.

L'AP-HM pourra en outre, à tout moment, demander au titulaire de justifier du paiement régulier des primes d'assurances.

Le titulaire devra prévenir l'AP-HM sans délai de toutes modifications dans ses qualifications et ses polices d'assurances.

Le défaut de présentation des justificatifs d'assurance visés au présent article entraîne la résiliation du Marché sur décision du Maître d'ouvrage, sans indemnité pour le titulaire, après mise en demeure restée sans effet pendant huit jours calendaires

Ces dispositions relatives à l'assurance en responsabilité civile s'appliquent également aux sous-traitants. Lors de la présentation des sous –traitants au stade de la passation ou en cours de marché, ceux-ci devront justifier d'une assurance en responsabilité civile. A défaut, le pouvoir adjudicateur ne pourra les accepter.

3.5 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Par dérogation à l'article 6 du CCAG Travaux, **tous les six mois à compter de la date de notification du Marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci**, le Titulaire devra fournir les documents suivants :

- I. Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit dans tous les cas :

- ❑ Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois, obtenue en se connectant sur le site suivant :

<https://mon.urssaf.fr/urssafenligne.htm>

(Attestation de vigilance : Imprimé URSSAF intitulé "Attestation de fourniture de déclarations des candidats à une commande au moins égale à 3000 euros »)

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de l'attestation auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

- ❑ Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires

Et, lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un des documents mentionnés au 2° du présent article:

- ❑ Le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés,

- ❑ Une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail.
2. Une copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31/12 de l'année précédente.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 31.5 du CCAG Travaux s'appliquent.

3.6 Mesures d'ordre social – Règlementation du travail – Protection de l'environnement

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier doit être conforme à la réglementation en vigueur au moment des travaux.

Concernant les règles relatives à la protection de l'environnement, le Marché prévoit des conditions conformes aux dispositions du CCAG Travaux sur ce sujet.

ARTICLE 4 - MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

4.1 Préparation, coordination et exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation comprise dans le délai global d'exécution. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du maître de chantier : Elaboration du calendrier détaillé d'exécution ;
- par les soins des titulaires :
 - Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme du calendrier d'établissement des documents d'exécution, dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation;
 - Etablissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'étude d'exécution suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ; il est accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;

Par dérogation à l'article 28.2 CCAG, l'établissement et la présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours suivant l'acte emportent commencement d'exécution de la période de préparation.

Ce programme d'exécution est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Etablissement et remise au maître d'œuvre, des études d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Etablissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution ;
- Exécution des Voies et Réseaux Divers du chantier, prévus par la section 7 du décret n°94-1159 du 26 déc. 94 relatif à la Sécurité et la Protection de la Santé ;
- Etablissement, mise au point et présentation, au visa du maître d'œuvre, du Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

- Etablissement par les entrepreneurs du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26 déc. 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur S.P.S. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant). Les P.P.S.P.S. sont fournis au coordonnateur S.P.S. 10 jours avant l'intervention des entreprises tel que précisée par le calendrier d'exécution
- Etablissement des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elles se traduisent par les plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

4.2 Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Ces documents sont fournis en 4 exemplaires dont un sur fichier informatique AUTOCAD version 2012.

L'entrepreneur est chargé d'établir les plans d'exécution et les documents techniques détaillés sur la base du dossier technique de l'appel d'offres, et de les soumettre en temps utile avec les notes de calculs correspondantes au visa du maître d'œuvre et au visa du bureau de contrôle, ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise.

Les documents d'exécution : plans, schémas et notice seront établis par l'entrepreneur à ses frais et remis par lui à la maîtrise d'œuvre. Ces documents pourront faire l'objet d'observations ou de mises au point autant que nécessaire.

L'entrepreneur sera tenu de :

- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis ;
- contrôler sur place, les dimensions des ouvrages ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, ainsi que les états de surface, la planéité et toutes les autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux ;
- respecter les graphes d'établissement et de circulation des plans établis par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur s'engage à communiquer au contrôleur technique, dans les délais suffisants, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'exécution, avis techniques, cahier des charges d'exécution, PV de comportement au feu, etc.

Ces documents, établis par l'entrepreneur, ne peuvent en aucune façon modifier les marchés. Ils sont soumis au maître d'œuvre, au fur et à mesure des besoins et, sauf dérogation expresse, dans les délais définis sur le planning études établi pendant la période de préparation, afin qu'il puisse les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon, relever l'entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Si l'entrepreneur exécute des ouvrages sans avoir soumis au maître d'œuvre et/ou au bureau de contrôle les documents visés au présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais.

L'attention de l'entrepreneur est particulièrement attirée sur la responsabilité qu'il encourrait du fait de la non observation de ces prescriptions.

Tous les plans d'exécution, notes de calcul et fiches d'agrément des matériaux seront soumis à l'avis du contrôleur technique.

Les plans d'exécution remis sans leurs notes de calcul seront refusés automatiquement

4.3 Convocation du Titulaire – Rendez-vous de chantier

Le Titulaire ou son représentant se rend dans les bureaux du maître d'œuvre ou sur les chantiers toutes les fois qu'il en est requis. Il est accompagné, s'il y a lieu, de ses sous-traitants.

En cas de groupement, l'obligation définie à l'alinéa qui précède s'applique à tous ses membres.

4.4 Echantillon, notices techniques – PV d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre.

Les échantillons et prototypes sont fournis jusqu'à satisfaction du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage. Cette clause oblige l'entrepreneur à la présentation successive de plusieurs échantillons ou prototypes pour la même prestation.

Ce n'est qu'après accord du maître d'ouvrage, que les échantillons et prototypes seront considérés comme acceptés.

Les échantillons et prototypes présentés restent la propriété de l'entrepreneur et ne sont repris par celui-ci que lorsque l'ordre de les retirer lui est donné.

4.5 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du C.C.A.G, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants.

4.5.1. Installation de chantier de l'entreprise

Conforme aux dispositions du CCTP.

4.5.2. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

4.5.2.1. Principes généraux. La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur S.P.S.

4.5.2.2. Autorité du coordonnateur S.P.S. : le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

4.5.2.3. Moyens donnés au coordonnateur S.P.S. : Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur S.P.S. ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- les effectifs prévisionnels affectés au chantier dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- de son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (G.P.A.).

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

4.5.2.4. Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) est joint au dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

4.5.2.5. Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants. Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

L'entreprise titulaire du présent marché devra assurer la garde du chantier. Elle sera tenue responsable en cas de vol ou dégradation des ouvrages existants.

4.6 Gestion des déchets de chantier

Conforme aux dispositions du Plan Général de Coordination (PGC) et du Plan Hygiène et Sécurité Environnement (PHSE)

4.7 Gestion du risque Amiante

Informations sur les Matériaux et Produits contenant de l'amiante, gestion du risque amiante au sein de l'AP-HM

Dans le cadre des dispositions définies par les décrets relatifs à la protection de la population contre les risques liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis avant le 1^{er} juillet 1997 et conformément à la réglementation en vigueur, la Direction du patrimoine, des travaux, des services techniques et de la sécurité des sites de l'Assistance Publique Hôpitaux de Marseille a élaboré et met à jour depuis 2007 les Dossiers Techniques Amiante (DTA) de son patrimoine hospitalier.

Les Dossiers Techniques Amiante (DTA) ont pour finalité de rassembler l'ensemble des informations et documents techniques relatifs à la présence de Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante (MPCA).

Le titulaire du présent marché est tenu de les consulter et de les rendre accessibles à l'ensemble des personnels ou sous-traitants susceptibles d'intervenir sur les sites de l'AP-HM dans la cadre du présent marché.

La consultation de ces dossiers s'effectue de deux manières :

- en version informatique sur notre GMAO
- en version papier, sur rendez-vous dans le bureau du référent amiante de la Direction du patrimoine, des travaux, des services techniques et de la sécurité des sites (bureau 223 - 80 rue Brochier).

Ces DTA n'exonèrent en aucun cas le ou les prestataires de l'obligation de disposer des Diagnostics Amiante avant Travaux (DAT) qui sont obligatoires en fonction de la nature des interventions ciblées.

4.8 Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, en 4 exemplaires (dont un reproductible et un fichier informatique sous version AUTOCAD 2012) et un exemplaire au coordonnateur SPS pour la constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO), au plus tard le jour des opérations préalables à la réception.

Ceux-ci comprennent :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) ; les plans de recollement et plan d'exécution des ouvrages « tels que construits ».
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ;

- Les procès-verbaux de réaction et de résistance au feu des matériaux ne disposant pas d'avis techniques ;
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format normalisé A 4 ;
- Ainsi que tous les documents spécifiques préconisés dans les CCTP des différents lots.

En complément de l'article 40 du CCAG, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, être strictement conformes au matériel posé et se composer de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur, d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel d'utilisation ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations d'entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc.) ;
- le manuel de composition (nomenclature de pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement, avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

ARTICLE 5 - RECEPTION ET GARANTIES

5.1 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

- Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés sur le chantier, par autocontrôle de l'entrepreneur en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrage ci-après :

Tous les ouvrages des Corps d'état ;

Tous les ouvrages coupe-feu ou stables au feu ;

Tous les automatismes ;

Tous les procès-verbaux et avis techniques de chaque matériel ou matériaux en nécessitant.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

- Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés soit en dépenses contrôlées, soit par application d'un prix de bordereau ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le maître de l'ouvrage.

5.2 Réception des travaux

5.2.1.1 Généralités.

La réception est l'acte par lequel le Maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

Les opérations de réception se déroulent conformément aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.

5.2.1.2 Dispositions particulières relatives à la réception des ouvrages.

La réception des ouvrages sera prononcée conformément à l'article 1792.6 du Code Civil et dans les conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G. en tenant compte des dispositions particulières suivantes :

- La réception aura lieu dès l'achèvement des travaux.
- Le délai de garantie commencera à courir à compter de la date d'effet de cette réception, conformément au C.C.A.G.
- Elle sera prononcée par le Pouvoir Adjudicateur si le Maître d'œuvre estime que les travaux sont recevables, conformément à l'article 41 du C.C.A.G.
- La réception ne peut être prononcée, qu'après remise au Maître d'œuvre :

- Des pièces visées au C.C.T.P.
- Des documents techniques et administratifs nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
 - Les fiches de contrôle et essais internes effectués pendant les travaux, plans d'ouvrages exécutés ... ;
 - Les attestations de conformité, notamment du Contrôleur technique et du Coordonnateur SPS ;
 - Les procès-verbaux d'essais ;
 - Les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération ;
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai de mise en service, délivrés par les services publics concédés ;
 - Les attestations de conformité pour les installations relevant des règles édictées par les compagnies d'assurance ;
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essais, réaction au feu des matériels et matériaux mis en œuvre ;
 - Dossier de plan de récolement (coffrage et ferrailage).

L'entreprise titulaire du lot est chargée d'aviser par écrit le Pouvoir Adjudicateur et le Maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. Cette lettre devra être accompagnée du dossier des plans à jour à la fin des travaux, des fiches d'essais et des résultats des auto-contrôles ou réglages auxquels l'Entreprise doit avoir procédé pour proposer ses ouvrages aux visites préalables à la réception.

La procédure de réception se déroule ensuite conformément aux dispositions à l'article 41 du C.C.A.G.

La réception pourra néanmoins être différée jusqu'à ce que les attachements et constats concernant les travaux supplémentaires éventuels aient été préalablement présentés au Maître d'œuvre.

En cas de carence de l'entreprise titulaire du marché, il ne sera pas admis de paiement pour travaux supplémentaires dont les constats et devis n'auraient pas été établis et présentés au Maître d'œuvre avec tout justificatif nécessaire avant la date de réception.

Le procès-verbal dressé par le Maître d'ouvrage fait état, le cas échéant, des réserves motivées par des omissions ou imperfections et indique les travaux correspondants à exécuter.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception et des propositions du Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage décide si la réception est prononcée avec ou sans réserves.

Le Maître d'ouvrage fixe la date à retenir pour l'achèvement des travaux et notifie sa décision à l'entreprise titulaire du marché dans les 30 jours suivant la date du procès-verbal. Les frais inhérents au gardiennage et pendant cette période sont à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

En dérogation à l'article 41.5 du C.C.A.G., l'entreprise titulaire du marché dispose d'un délai fixé à 30 jours au maximum à compter de la réception du procès-verbal pour exécuter les prestations prévues au marché et non exécutées, y compris celles qui en sont la conséquence.

En dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G., l'entreprise titulaire du marché dispose également d'un délai de 30 jours au maximum (ou moins selon le délai mentionné sur le procès-verbal de réception, notifié à l'entreprise titulaire du marché), pour remédier aux imperfections et malfaçons indiquées dans le procès-verbal et appelées réserves.

Passé ce délai, le Maître d'ouvrage pourra faire exécuter ces travaux aux frais, risques et périls de l'entreprise titulaire du marché défaillante, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable.

Indépendamment des mesures coercitives prévues, le Maître d'ouvrage appliquera les pénalités de retard prévues dans le présent document, si les dates ci-dessus ne sont pas respectées.

Le calendrier détaillé d'exécution fixe la durée de la période d'Opérations Préalables à la Réception (OPR) pendant laquelle l'entreprise titulaire du marché est tenue de :

- S'assurer que ses travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le Maître d'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le Maître d'œuvre pour satisfaire aux exigences de la livraison ;
- Mettre à la disposition du Maître d'œuvre les personnels et matériels nécessaires à la composition d'une équipe de finition, constituée d'ouvriers de chaque corps d'état, demeurant sous la

- responsabilité de l'entreprise titulaire du marché, pour exécution, sous la direction d'un responsable choisi à l'intérieur de cette dernière, des tâches de finitions et parachèvement ;
- Constituer pour le remettre au Maître d'ouvrage, avant le jour fixé pour la réception, le dossier provisoire d'exploitation visé ci avant ;
 - Prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité technique nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification ;
 - Signaler aux administrations, organismes et services intéressés, et dans les délais réglementaires, les dates de terminaison de chacune de ses interventions ;
 - Effectuer toutes les démarches nécessaires auprès des services compétents afin d'obtenir la mise en service des installations en temps voulu ;
 - Se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer par le Maître de l'ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés.

L'entreprise titulaire du marché devra initier le personnel d'exploitation à l'utilisation et à l'entretien courant du matériel, des ouvrages et installations pendant une période de quatre-vingt-dix jours (90) après la date de réception.

Elle devra également se tenir à la disposition du Maître d'œuvre pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux, ainsi que la satisfaction aux différentes spécifications.

5.2.1.3 Réfections.

Par dérogation à l'article 41.7 du C.C.A.G. Travaux, les ouvrages ou parties d'ouvrages impropres à leur destination, partiellement exécutés, mal exécutés, non exécutés ou présentant des imperfections ou malfaçons pourront donner lieu, sur conseil du Maître d'œuvre, à l'application par le Maître d'ouvrage d'une réfaction à hauteur du montant correspondant à la réparation des travaux concernés.

Ces réfections seront appliquées pour les prestations étant assorties de réserves au moment de la réception et dans le cas où l'entreprise titulaire du marché n'aurait pas procédé à la levée des réserves correspondantes dans le délai fixé par le Maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.I du C.C.A.G. Travaux.

5.3 Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les modalités de cette mise à disposition sont celles prévues à l'article 43 du C.C.A.G. Travaux.

ARTICLE 6 - CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

6.1 Forme des prix

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

6.2 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

En dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux, les prix doivent être établis en tenant compte, comme normalement prévisibles, des intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après, tant qu'ils ne dépassent pas les limites suivantes, données par la station météorologique locale.

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Pluie	15 mm	Entre 6h et 18h
Gel	-5°c sous abri inférieur à 2 °c	A 8h A 10h
Vent	60 km / h	Entre 6h et 18h
Neige	5 cm	Entre 6h et 18h

6.3 Décomposition et sous-détails des prix

Conforme aux dispositions du CCAG Travaux.

6.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées à l'article 6.7 du présent CCAP ;

6.5 Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois d'établissement du prix »

6.6 Choix de l'index de référence :

Les index de référence choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des travaux faisant l'objet de l'ensemble des corps d'état sont :

Index	Définition	Lot concerné
BT 01	Démolition – Gros Œuvre – Charpente métallique – Couverture – Etanchéité – Menuiseries extérieures et intérieures –Cloisons – Doublages.	Lot n° 2
BT 46	Faux plafond – Revêtement des sols – Peinture.	Lot n° 3
BT 41	CVC Plomberie.	Lot n° 4
BT 47	Electricité Courants Forts et Courants Faibles.	Lot n° 5

Ils sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Equipeement ;
- au Moniteur des travaux publics

6.7 Modalités de révision des prix :

Le coefficient de révision **C_n** applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n / I_o)$$

Dans laquelle :

Io = valeur de l'index du mois d'établissement des prix ;

In = valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

En complément aux articles 10.4.3 et 10.4.4 du C.C.A.G Travaux 2009, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.4 du C.C.A.G., les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

6.8 Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

ARTICLE 7 - REMUNERATION DU TITULAIRE ET DES SOUS-TRAITANTS

7.1 Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 10 du présent CCAP.

7.2 Rémunération en cas d'entrepreneurs groupés

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant conjoint, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente aux prestations exécutées par ce cotraitant.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés solidaires, les travaux exécutés feront l'objet d'un paiement sur un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, à défaut les travaux exécutés feront l'objet d'un paiement individualisé. Chaque cotraitant sera indemnisé sur la base de la répartition des prix indiquée dans l'acte d'engagement.

7.3 Rémunération de sous-traitants payés directement

Les sous-traitants sont désignés dans l'acte d'engagement.

Dans le cas contraire, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de marché par la personne représentant le Directeur Général et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant en application des dispositions fixées par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier et le décret n°86-447 du 13 mars 1986 relatif à la sous-traitance.

En application des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier et le décret n°86-447 du 13 mars 1986 relatif à la sous-traitance, l'acceptation d'un sous-traitant en cours de marché et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé par la personne représentant le Directeur Général, par le contractant qui conclut le contrat de sous-traitance.

Conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée par la loi n°2001-1168 du 11 décembre 2001 :

- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si un sous-traitant n'a pas été accepté et agréé (article 3 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement en faveur du sous-traitant (art 14 et 14-1 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure le sous-traitant si celui-ci n'a pas fourni une caution ou mis en place une délégation de paiement au bénéfice de son propre sous-traitant (art 6 de la loi) ;
- le maître d'ouvrage doit mettre en demeure l'entrepreneur principal si celui-ci ne déclare pas la nature, le montant des travaux, ainsi que le nom des sous-traitants auxquels il envisage de faire appel (art 5 de la loi).

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le maître d'ouvrage se réserve le droit de REFUSER un sous-traitant s'il juge ses qualifications ou références insuffisantes.

L'attestation de paiement à un sous-traitant devra être établie selon le modèle produit par le maître de l'ouvrage.

Elle devra obligatoirement comporter au minimum:

- le titulaire et le sous-traitant;
- les références de l'acte spécial : N°, montant T.T.C., taux de T.V.A., prestations sous-traitées
- mois des prestations sous-traitées;
- numérotation de l'attestation (nombre de demandes de paiement présentées sur le même acte spécial);
- le montant H.T., le montant et le taux de la T.V.A. ainsi que le montant T.T.C. à régler directement (*montants en Euro*);
- l'état récapitulatif des règlements déjà effectués;
- le numéro de compte à créditer.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation signée indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation prévue dans le contrat de sous-traitance et inclus la T.V.A.

Dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir du décompte afférent au lot assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

7.4 Sous-traitant de 2^{ème} rang

Les sous-traitants de second rang devront obligatoirement faire l'objet d'un agrément de la part du Maître

MAPA CCAP n°180511

Travaux d'installation du restaurant du personnel – 13^{ème} étage IGH « ADULTES »

Hôpital de la TIMONE – Marseille

de l'Ouvrage. Les pièces réclamés seront les mêmes que pour les sous-traitants de premier rang, conformément à l'article 7.3 ci-dessus.

ARTICLE 8 - AVANCE

L'octroi, le montant et les modalités de remboursement de l'avance sont déterminés par application de :

- Art. 59. I et II de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015 relative aux marchés publics
- Art. 110 à 113 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics

ARTICLE 9 - RETENUE DE GARANTIE

Conformément aux dispositions des Articles 122 à 124, une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Cette garantie doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

ARTICLE 10 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les situations de travaux des entreprises titulaires sont gérées par un service électronique de traitement d'archivage et d'échange d'information qui devra fonctionner pendant la durée de l'opération jusqu'à l'approbation des décomptes généraux définitifs.

Ce service sera accessible via le réseau Internet aux acteurs du projet concerné (Maître d'œuvre, Maître d'ouvrage, prestataires intellectuels, entreprises) qui devront se connecter à un serveur contenant l'ensemble des documents financiers du projet. Chaque acteur pourra obtenir une copie ou émettre par télécommunication les informations nécessaires pour produire les documents ou effectuer les contrôles dont il a la charge.

Les demandes de paiement des entreprises seront diffusées et échangées à l'aide du service. **L'utilisation du service sera obligatoire pour tous les intervenants concernés.**

Les frais d'exploitation de ce service seront pris en charge par le Maître d'ouvrage qui présentera l'outil électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information lors de la mise au point du marché. La convention d'utilisation de cette plateforme sera annexée au présent CCAP et prévaudra aux articles du CCAG pour la bonne utilisation de ce système.

10.1 Demandes de paiement mensuelles

10.1.1. Avant la fin de chaque mois, le titulaire dépose sa demande de paiement mensuelle au maître d'œuvre, sous la forme d'un projet de décompte, sur la plateforme de gestion financière.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Ce montant est établi à partir des prix initiaux du marché, mais sans actualisation ni révision des prix et hors TVA.

Si des prestations supplémentaires ont été exécutées, les prix mentionnés sur l'ordre de service prévu à l'article 14.1 du CCAG Travaux s'appliquent tant que les prix définitifs ne sont pas arrêtés.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du CCAG Travaux, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

10.1.2. Le projet de décompte mensuel comprend, en tant que de besoin, les différentes parties suivantes :

- 1° Travaux et autres prestations du marché ;
- 2° Approvisionnements ;
- 3° Primes ;
- 4° Remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant.

10.1.3. Le titulaire joint au projet de décompte mensuel les pièces suivantes, s'il ne les a pas déjà fournies :

- les calculs des quantités prises en compte, effectués à partir des éléments contenus dans les constats contradictoires ;
- le calcul, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- le cas échéant, les pièces justifiant les débours dont il demande le remboursement ;
- les copies des demandes de paiement des sous-traitants acceptées par le titulaire.

10.1.4. Le projet de décompte mensuel établi par le titulaire constitue la demande de paiement ; cette demande est datée et mentionne les références du marché.

10.1.5. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte mensuel établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte mensuel. L'acceptation ou les modifications se feront sur la plateforme de gestion financière.

10.2 Acomptes mensuels

10.2.1. A partir du décompte mensuel présenté sur la plateforme de gestion financière par le titulaire, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler.

10.2.2. L'acompte mensuel est notifié au titulaire via la plateforme de gestion financière.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le représentant du pouvoir adjudicateur règle les sommes admises par le maître d'œuvre. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

10.2.3. Les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les parties contractantes.

10.3 Demande de paiement finale

10.3.1. Après l'achèvement des travaux, un projet de décompte final est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier. Ce projet de décompte final est la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

10.3.2. Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre via la plateforme de gestion financière, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

En cas de retard dans la transmission du projet de décompte final par le titulaire, et après mise en demeure restée sans effet, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final aux frais du titulaire. Ce décompte final est alors notifié au titulaire avec le décompte général.

10.3.3. Le titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte final.

10.3.4. Le maître d'œuvre accepte ou rectifie sur la plateforme de gestion financière le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

10.4 Décompte général. - Solde

10.4.1. Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

10.4.2. Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général.

Le traitement du décompte général se fera conformément aux dispositions du CCAG travaux et se réalisera via la plateforme de gestion financière.

10.4.3. Dans le cas où le titulaire n'a pas renvoyé le décompte général signé au représentant du pouvoir adjudicateur, dans le délai de quarante-cinq jours ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général est réputé être accepté par lui ; il devient alors le décompte général et définitif du marché.

ARTICLE 11 - PAIEMENT ET FACTURATION

Le service responsable du paiement est :

ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX DE MARSEILLE
Direction du Patrimoine, des Travaux, des Services Techniques et de la Sécurité des Sites
Cellule Budget et Comptabilité
80, Rue Brochier
I 3354 MARSEILLE Cedex 5

Le comptable chargé du paiement est :

Le Receveur des Finances de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Marseille
6, allée Turcat Mery – I 3008 MARSEILLE

Le mode de règlement est le mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Le mode de financement est celui du budget de l'AP-HM-Imputation budgétaire : Classe 2

Conformément au décret 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux de ces intérêts moratoires correspond au taux directeur de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur au premier jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

L'attention du Titulaire est appelée sur les retards de mandatement générés par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour administrative du marché et/ou l'absence d'informations concernant les coordonnées du Titulaire.

Tous les motifs de retard imputables au Titulaire suspendront de plein droit le délai de paiement.

ARTICLE 12 - PENALITES

12.1 Journées intempéries prévisibles

Le planning prévisionnel des travaux prévoit 15 jours ouvrables par an d'intempéries prévisibles. Pour les

périodes inférieures à cette durée, le calcul se fait au prorata de 15 jours par an.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG, les délais de réalisation des travaux seront prolongés du nombre de jours pendant lesquels un, au moins, des phénomènes naturels décrits à l'article 6.2 du présent document dépasseront son intensité limite.

Ces journées devront faire l'objet d'un constat contradictoire entre le titulaire du marché et le Maître d'œuvre. Ce constat précisera les activités précises concernées par les intempéries.

Définition d'une journée intempérie : jour ouvrable d'observation à la station météorologique locale de l'un des phénomènes décrit à l'article 6.2 du présent CCAP.

12.2 Pénalités pour retard d'exécution

Les dispositions suivantes sont appliquées en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié.

Retard sur le délai d'exécution : le titulaire subit une pénalité journalière de **1/2 000 du montant du marché** par dérogation à l'article 20.1 du CCAG.

La demande d'application est faite par le Maître d'œuvre du seul fait du constat du retard par celui-ci et sans mise en demeure préalable. Ces pénalités peuvent aussi être appliquées aux travaux commandés par avenant et/ou par ordre de service.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive et recalculée à la valeur de cette dernière, si le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution.

La répartition finale entre les sous-traitants et/ou co-traitants (dans le cadre d'un groupement conjoint) pour lesquels le paiement est effectué sur des comptes bancaires distincts, est fournie par le titulaire du marché ou le mandataire dans un délai de 30 jours suivant la date de notification de la réception (conformément aux dispositions de l'article 41.3 du CCAG Travaux).

12.3 Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

12.3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux. Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37.2 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de **200 €uros HT**.

12.3.2. Documents fournis après exécution. En cas de retard dans la fourniture des documents, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, une pénalité journalière fixée à **1 000 €uros HT**.

12.3.3. Période de préparation. En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations au terme du délai de la période de préparation fixé dans les pièces écrites du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, une retenue journalière fixée à **200 €uros HT**.

12.3.4. Rendez-vous de chantier. Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, une pénalité fixée à **200 €uros HT**.

Nota : Un retard perturbant ce rendez-vous pourra être assimilé à une absence.

12.4 Autres pénalités diverses

Des pénalités sont automatiquement appliquées dans les cas suivants (elles sont exprimées en €uros HT) :

12.4.1. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs. En cas de non-respect des délais fixés ci-après le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.I du C.C.A.G., une pénalité journalière fixée à **200 Euros HT.**

12.4.2. Propreté du chantier et de ces abords. En cas de non-respect des directives de maintien en l'état de propreté journalière du chantier et de ces abords, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.I du CCAG, une pénalité journalière fixée à **200 Euros HT.**

12.4.3. Retard dans les levées de réserves assorties à la réception. Si l'entrepreneur n'a pas remédié dans le délai fixé aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour calendaire de retard dans les conditions fixées à l'article 10.1.1 du présent C.C.AP, sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

12.4.4. Retard dans l'installation de chantier par jour calendaire : **200 Euros HT.**

12.4.5. Dépôts de matériels, matériaux, terres et gravois en dehors des zones prescrites par jour calendaire et infraction constatée : **500 Euros HT.**

12.4.6. Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux (plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, etc...) par document et par jour calendaire : **300 Euros HT.**

12.4.7. Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus par jour calendaire : **300 Euros HT.**

12.4.8. Retard dans le nettoyage du chantier (défaut de dispositif de décrottage, de nettoyage et de curage de ce dispositif, de nettoyage de véhicules salissant la voie publique, de nettoyage des voies aux abords des accès chantier,...) par jour calendaire : **500 Euros HT.**

12.5 Cumul des pénalités

Toutes les pénalités sont cumulables

ARTICLE 13 - DELAIS ET DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE

13.1 Fixation et prolongation des délais

13.1.1 Délais d'exécution des travaux

Le délai d'exécution des travaux est fixé à l'Article 2.2 du présent CCAP

13.1.2 Prolongation des délais d'exécution

Conforme aux dispositions du CCAG Travaux.

13.2 Défaillance de l'entreprise titulaire

Conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG Travaux, en cas de défaillance du titulaire, l'AP-HM se réserve le droit de pourvoir, sans mise en demeure préalable du titulaire, à l'exécution des prestations indispensables à l'activité de l'hôpital ou à la sécurité des personnes.

Ces mesures sont notifiées au Titulaire, les prestations étant exécutées à ses frais et risques.

En application de l'article 36 du CCAG Travaux l'AP-HM se réserve le droit d'appliquer des mesures d'éviction en l'encontre du ou des personnels des titulaires.

ARTICLE 14 - RESILIATION DU MARCHÉ

Les cas de résiliation sont ceux prévues au chapitre 6 du CCAG Travaux 2009 (Articles 45 à 49).

Par dérogation au CCAG Travaux, le défaut de présentation des justificatifs d'assurance visés au présent article entraîne également la résiliation du marché sur décision de l'AP-HM, sans indemnité pour le titulaire, après mise en demeure restée sans effet pendant huit (8) jours calendaires.

En cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles et après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai imparti, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Marseille pourra résilier le marché sans indemnité, après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours.

La résiliation sera prononcée, le cas échéant, avec exécution des prestations aux frais du titulaire défaillant.

Par ailleurs, Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la personne représentant le Directeur Général des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 48 du CCAG.

En outre, la résiliation du marché peut intervenir aux torts exclusifs du prestataire et sans indemnités pour celui-ci en sus des cas visés dans le CCAG Travaux, dans l'hypothèse où les renseignements requis dans les textes réglementaires relatifs au Marchés Publics se révéleraient inexacts.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES DIFFERENDS

Tout différend survenant dans l'exécution du présent marché relève des dispositions du CCAG Travaux. Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet de celui-ci.

Les litiges pouvant survenir en cours d'exécution entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur sont de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 17 - REGULARITE DE LA SITUATION SOCIALE DU TITULAIRE

En application de D.8222-5 du Code du travail, le Titulaire produira **tous les six mois** une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois, obtenue en se connectant sur le site suivant : <https://mon.urssaf.fr/urssafenligne.htm>

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de l'attestation auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements, ou en cas de refus de produire les pièces correspondantes, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

ARTICLE 18 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Articles du CCAP dérogeant au CCAG Travaux	Article du CCAG Travaux auxquels il est dérogé
3.5	6
4.1	28.2
5.2	41
6.2	19.2.3
6.7	11.4
11	13
12.2	20
12.3 et 12.4	48.1
14	45

I- Risques Généraux dans les établissements hospitaliers (décret du 20 février 1992)

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents nés de l'activité de plusieurs entreprises sur un même site tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- la nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés (Ex : suspension d'activité le temps des travaux).

Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter la plus grande vigilance dans l'exercice de la mission qui leur est confiée dans les établissements hospitaliers notamment vis à vis :

- des patients hospitalisés, valides, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistance respiratoire)
- des visiteurs,
- des autres prestataires extérieurs.
- des personnels soignants et hospitaliers

2- Principaux facteurs de risques présents en milieu hospitalier

■ Risques liés aux circulations :

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- véhicules PRIORITAIRES des urgences comme les pompiers, SMUR, S.A.M.U.,
- transports sanitaires.
- véhicules publics ou privés,
- véhicules de transport de marchandises,
- cycles.

Circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lits, en brancard, personnes âgées et enfants

■ Risques liés à la chimie, biologie et radiologie.

- Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.
- Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'exploration fonctionnelle
- Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, ... dans les unités de soins et laboratoires
- Rayonnements ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnements (équipements de radiologie, ...) dans les services de radiologie et de radiothérapie.

■ Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement.

- Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse, ...) dans les unités de stérilisation
- Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.
- Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

■ Risques liés à la présence d'installations particulières.

- Buanderie,
- Cuisine,
- Ateliers d'entretien,
- Stockages de gaz médicaux, fioul, essence
- Laboratoires d'analyse ou de recherche

■ Risques liés à des interférences entre équipements techniques.

- Certains matériels à proximité des appareils à Résonance Magnétique
- Interférences hertziennes

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, il est formellement interdit de fumer dans les établissements.